# Grèce : l'offensive libérale contestée

Les incendies qui ravagent le pays ont bousculé la campagne législative

samedi 8 septembre 2007, par ANASTASSIADIS Tassos, SARTZEKIS Andreas (Date de rédaction antérieure : 6 septembre 2007).

**Les incendies qui ravagent le pays ont bousculé la campagne législative. Pour donner un débouché aux luttes, une liste de la gauche anticapitaliste unitaire s'est constituée.**

Sommaire


- Les incendies ravagent la
- En Grèce, les facs privées


Le gouvernement de droite a voulu, l'année dernière, réviser la Constitution, dans le sens libéral. Cela touchait plusieurs aspects, mais la lutte s'est surtout concentrée en défense de l'article 16 empêchant la privatisation des universités [Voir ci-dessous] et elle a obligé la social-démocratie grecque (Pasok) à voter contre la révision. Après les dockers, luttant contre la privatisation des ports, il y a eu la grève offensive des instituteurs, sur plusieurs semaines, pour leurs salaires. Puis, le mouvement étudiant et les professeurs d'université ont pris la relève contre la loi de libéralisation des universités, sans oublier les grèves dans les mairies. Tout cela a imposé un rapport de force qui a été une des raisons des élections anticipées.

Dans une ambiance d'offensive libérale et de corruption, le Pasok n'est pas en mesure d'offrir un débouché politique. Sur aucun front, il ne présente de programme essentiellement différent - si ce n'est sur les rythmes - du projet de la droite de casse des services publics, de la Sécurité sociale, etc. Essentiellement propulsées et dirigées par plusieurs réseaux de militants, organisés ou non, les résistances sociales de l'année dernière ont entraîné des masses incluant parfois des courants du Pasok et du PC grec.

Sur cette base, des réseaux militants, des organisations politiques anticapitalistes, ainsi que des militants indépendants ont organisé une série de réunions publiques pour discuter d'une présentation politique unitaire, y compris aux élections législatives. La réussite de ces assemblées, en participation et en niveau de discussion, a dépassé toutes les espérances. La proclamation anticipée des élections a imposé des décisions rapides, de sorte que la constitution de la Gauche unitaire anticapitaliste (Enantia) n'a pas inclus toute la dynamique unitaire. En plus des militants indépendants, quatre organisations ont décidé de sauter le pas immédiatement : l'OKDE (section grecque de la IVe Internationale), le SEK (organisation sœur du SWP britannique) et deux organisations (Aran et Aras), qui sont en grande mesure le produit des luttes étudiantes des deux dernières décennies.

La mobilisation des forces d'Enantia pour la campagne électorale est très importante. Il s'agit de contourner le caractère faussé d'une élection à la hâte, sans réel débat politique et monopolisée par les partis institutionnels à coups de spots publicitaires. Le projet d'une gauche unitaire anticapitaliste est l'occasion de présenter, dans les luttes et aux élections, une autre issue face au libéralisme.

**D’Athènes, Tassos Anastassiadis**

---

## Les incendies ravagent la campagne

**Andreas Sartzekis**

En début de semaine, de dramatiques incendies ravageaient encore le Péloponnèse. Le bilan de deux mois d’incendies est tragique : au moins 64 morts, des dizaines de milliers d’hectares de cultures et de forêts en cendres... Le gouvernement réagit en organisant - médiatiquement - un début d’aide d’urgence aux populations touchées et en lançant une campagne contre de mystérieux terroristes incendiaires.

Tout cela n’arrive pas à masquer son incompétence : absence de prévention, incapacité à coordonner des secours efficaces, malgré le dévouement des pompiers professionnels et volontaires, démunis de matériel. Il faut ajouter l’absence de nettoyage des poteaux électriques, le maintien de décharges en pleine nature, le manque de recrutement de pompiers et la désorganisation des services, les cadeaux aux promoteurs.

La manifestation du mardi 4 septembre, appelée par la Confédération unique des travailleurs (Gsee) et la fédération nationale du public (Adeyi), ainsi que par le Forum social grec, pourrait être un approfondissement de la mobilisation qui, sur les questions environnementales, grossit depuis le printemps.

---

**Annexe : archive**

## En Grèce, les facs privées suscitent la colère

**Rouge N° 2191, 02/02/2007**

Janvier a des allures de printemps chaud en Grèce : la mobilisation universitaire contre les projets de facs privées (pardon, « non étatiques et à but non lucratif », dit la droite ! s’étend, à travers manifestations (trois mercredis de suite, de façon relativement massives) et occupations de facs (plusieurs centaines de départements universitaires)

Face à cette vague, le gouvernement emploie les grands moyens, en s’appuyant sur les provocations d’encagoulés pas forcément incontrôlés, afin de lancer ses flics et tenter de faire passer en force une mesure d’abolition du droit d’asile universitaire. Le gouvernement risque, en tout cas, d’obtenir l’inverse de l’effet recherché : la fédération syndicale des enseignants de facs met en place un cadre de mobilisation croissante vers la grève totale des enseignants des facs.

Sachant que la fédération des professeurs de lycées et collèges avait déjà appelé à la grève les trois précédents mercredis, on voit que la grève de l’Éducation nationale est une perspective fort réaliste.

Et pour forcer la direction de la Confédération unique des travailleurs (Gsee) à soutenir cette lutte, un rassemblement étudiant a eu lieu devant son siège : le mouvement ouvrier est, bien sûr, concerné par cette bataille, mais le courant syndical du Pasok (majoritaire) est divisé sur la question des facs privées.

---

**P.-S.**

* Paru dans Rouge n° 2217 du 6 septembre 2007.